

**MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA****Référence unique du mandat :****Type de contrat** : Restauration scolaire

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez la régie municipale de la Restauration Scolaire à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de la régie municipale de la Restauration Scolaire. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée :

- dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

**Identifiant créancier SEPA****FR 73 222 524921**

DESIGNATION DU TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER	Désignation du créancier
Nom, prénom : Adresse :  Code postal : Ville : Pays :	MAIRIE DE CHAMONIX MONT-BLANC REGIE MUNICIPALE RESTAURATION SCOLAIRE  BP 89  74402 CHAMONIX MONT BLANC CEDEX FRANCE

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER
IDENTIFICATION INTERNATIONALE (IBAN) <span style="float: right;">identification internationale de la banque (BIC)</span>
(     )

**Type de paiement** : Paiement récurrent

Signé à :

Signature :

Le :

DESIGNATION DU TIERS DEBITEUR POUR LE COMPTE DUQUEL LE PAIEMENT EST EFFECTUE (SI DIFFERENT DU DEBITEUR LUI-MEME ET LE CAS ECHEANT) :

Nom du tiers débiteur :

**JOINDRE UN RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE** (au format IBAN BIC)**Rappel :**

En signant ce mandat j'autorise ma banque à effectuer sur mon compte bancaire, si sa situation le permet, les prélèvements ordonnés par la régie municipale de la Restauration Scolaire. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à ma banque. Je réglerai le différend directement avec la régie de la Restauration Scolaire.

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.